

POUR 56% DES FRANÇAIS NOTRE DÉMOCRATIE NE FONCTIONNE PLUS. SELON UN SONDAGE IFOP/COLIBRIS

Etude Ifop/Colibris réalisée auprès d'un échantillon de 1001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

A l'heure de la grand-messe des candidats à la présidentielle sur l'avenir de la France, une étude Ifop réalisée pour l'ONG Colibris dévoile les véritables aspirations des Français

Alors que la conjonction des crises atteint une forme de paroxysme dans le monde, la majorité des français a conscience de l'urgence à radicalement changer de modèle de société. Selon 56% d'entre eux, **la démocratie ne fonctionne plus réellement car ce sont aujourd'hui les intérêts économiques et financiers qui priment**. Seuls 12% pensent qu'il s'agit du meilleur système pour répondre aux enjeux actuels.

Au regard de la situation économique, sociale et écologique, les politiques devraient en effet faire preuve de détermination pour enrayer des crises aussi graves que l'effondrement progressif de notre système économique et financier, la faim galopante qui touche maintenant plus d'un milliard d'êtres humains dans le monde et ne saurait épargner les pays du Nord à moyen terme, le dérèglement du climat, la disparition dramatique de milliers d'espèces animales et végétales chaque année, l'épuisement des ressources naturelles, la raréfaction de l'eau potable, la privatisation des biens communs de l'humanité (semences, terres, eau, forêts...).

Force est de constater que les véritables enjeux ne sont pas abordés dans cette campagne. **Les responsables politiques de deux partis majoritaires en France proposent des mesures en parfait décalage avec la gravité de la situation** et les attentes de leurs concitoyens. Pourtant, selon l'ONG Colibris, la plupart des solutions, qui permettraient d'amorcer une véritable transition et résoudre une grande partie de ces problèmes, existent et apparaissent comme pertinentes pour la majorité des français.



(R)évolutions
de Lionel Astruc
aux éditions Actes Sud/
Colibris : 13 initiatives
pionnières, 91 mesures
concrètes, 33 propositions
d'actions individuelles.

Les Français veulent avant tout une société écologique et humaine

Selon les résultats de l'étude Ifop/Colibris, en fonction des thématiques abordées, entre 55% et 80% des français sont en accord avec les propositions et les directions proposées par l'ONG. Une grande majorité attend aujourd'hui que les politiques engagent une véritable refonte de la gouvernance, pour une société plus écologique et plus humaine.

En matière d'économie, **75% de la population attend des politiques une lutte active contre la spéculation** et un recentrage sur l'économie réelle, et **97% pensent qu'il ne faut pas laisser aux banques privées le monopole de la création monétaire**. Selon 64% d'entre eux, elle doit être gérée par de multiples acteurs : Etat, collectivités, banques... et pour 33% être le monopole de l'Etat.

Les résultats au sujet de la mission des grandes entreprises sont tout aussi édifiants. **Pour 80% de la population, les entreprises de demain devront prendre davantage leurs responsabilités sociales et environnementales**. 86% sont par ailleurs favorables à une réforme de la fiscalité de manière à ce qu'elle pèse davantage sur les activités qui nuisent à l'environnement.

Pour 93% des sondés, il est important de revoir le modèle agricole actuel. 54% d'entre eux privilégie un modèle raisonné qui réduirait l'utilisation des produits phytosanitaires (engrais, pesticides) dans un souci de limiter la pollution de l'eau, de l'air, des sols et les risques pour la santé. **39% attendent une refonte plus radicale avec la mise en place d'un modèle biologique**, majoritairement à partir de produits locaux, dans un souci de préservation de l'environnement et des emplois locaux.

Concernant le grand débat sur l'énergie, **64% des français souhaitent l'abandon progressif des énergies fossiles et du nucléaire** au profit du développement des énergies renouvelables.

Le sujet de l'urbanisme est également un des grands absents des débats. Pourtant, **60% de la population souhaite une organisation plus écologique des villes** : développement des espaces verts, développement des transports collectifs, isolation des bâtiments.

Concernant le processus démocratique, **75% des français pensent qu'il serait bon de prendre en compte les votes blancs dans les suffrages exprimés**, soit 7% de plus qu'en 2000 (étude Ifop sur la même question).

ENTRE 55% ET 80% DES FRANÇAIS SONT EN ACCORD AVEC LES PROPOSITIONS ET LES DIRECTIONS PROPOSÉES PAR L'ONG.

L'ONG Colibris propose aujourd'hui une large mobilisation populaire pour que chaque citoyen puisse s'engager à l'échelle locale et faire masse pour porter tous ces enjeux à l'échelle nationale et européenne.

"Nous vivons une forme de paralysie politique et démocratique, une forme de stupeur face au danger. C'est pour cette raison que l'ONG Colibris a lancé début 2012 la campagne "Tous Candidats". Elle a pour objectif d'interpeller les citoyens, les élus et les entrepreneurs sur la responsabilité de chacun dans la transformation de la société. Il est urgent d'appeler nos leaders à prendre les mesures qui s'imposent face aux crises écologique, économique et sociale, et de nous mettre en action dans nos vies. L'ONG Colibris travaille actuellement sur un programme citoyen, qui permettra à une communauté de plus en plus large d'impulser des projets localement et de peser sur les orientations futures, à l'échelle nationale et européenne. Ce programme se construit actuellement dans les forums citoyens organisés partout en France par Colibris, et au travers de l'apport d'experts sur les grands sujets de société : économie, éducation, agriculture, énergie, urbanisme..." **Cyril Dion, directeur de Colibris**



TESTS DE PROPOSITIONS SUR LES GRANDS THÈMES DE SOCIÉTÉ RÉSULTATS DÉTAILLÉS

1_ La méthodologie

2_ Les résultats de l'étude

Constat

Le sentiment sur le fonctionnement de la démocratie

Propositions

- #1 L'évolution souhaitée en matière de modèle agricole
- #2 L'évolution souhaitée en matière de modèle énergétique
- #3 L'évolution souhaitée en matière de modèle économique
- #4 L'option privilégiée s'agissant de la création monétaire
- #5 Les attentes à l'égard de l'activité des entreprises
- #6 L'évolution souhaitée en matière d'habitat et d'urbanisme
- #7 Le souhait à l'égard de la prise en compte des bulletins blancs lors des élections
- #8 L'adhésion à une réforme de la fiscalité



POUR



LA MÉTHODOLOGIE

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur :



www.ifop.com
www.ifopelections.fr



Alertes
d'actualité



Facebook



twitter



ipad

Etude réalisée par l'Ifop pour

Colibris

Echantillon

Echantillon de 1001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil

Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).

Dates de terrain

Du 28 mars au 4 avril 2012

LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

CONSTAT

Le sentiment sur le fonctionnement de la démocratie

Question Avez-vous le sentiment que notre démocratie ... ?

	Ensemble	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
Est le meilleur système pour répondre aux enjeux actuels	12 %	9 %	20 %
Est un bon système mais les citoyens devraient être plus associés aux décisions (referendums, démocratie participative locale...)	32 %	34 %	41 %
Ne fonctionne plus réellement car désormais ce sont les intérêts économiques et financiers qui priment	56 %	57 %	39 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %

LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

PROPOSITIONS

#1 L'évolution souhaitée en matière de modèle agricole

Question Concernant l'agriculture, quelle évolution aurait votre préférence ?

	Ensemble
La mise en place d'un modèle raisonné, qui réduirait l'utilisation des produits phytosanitaires (engrais, pesticides) dans un souci de limiter la pollution de l'eau, de l'air, des sols et les risques pour la santé	54 %
La mise en place d'un modèle biologique, majoritairement à partir de produits locaux, dans un souci de préservation de l'environnement et des emplois locaux	39 %
La poursuite de notre modèle actuel, basé le plus souvent sur le productivisme, c'est-à-dire le recours à la mécanisation, au pétrole, aux engrais, aux pesticides	5 %
La mise en place d'un modèle "tout bio", même si cela nécessite des importations	2 %
TOTAL	100 %

#2 L'évolution souhaitée en matière de modèle énergétique

Question Concernant l'énergie, quelle évolution aurait votre préférence ?

	Ensemble	Sympathisants parti socialiste	Sympathisants europe Ecologie- Les Verts	Sympathisants de droite
Développer les énergies renouvelables et abandonner progressivement les énergies fossiles et le nucléaire	64 %	78 %	93 %	45 %
Réduire la part des énergies fossiles et augmenter la part du nucléaire et des énergies renouvelables	30 %	18 %	7 %	47 %
Continuer à nous appuyer sur les énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz, uranium)	6 %	4 %	-	8 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %

#3 L'évolution souhaitée en matière de modèle économique

Question Concernant l'économie, quelle évolution aurait votre préférence ?

	Ensemble	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
Lutter fortement contre la spéculation pour privilégier l'économie réelle	75 %	77 %	74 %
Encadrer davantage le marché et l'économie par les pouvoirs politiques et législatifs	21 %	20 %	22 %
Laisser le marché se réguler de lui-même	4 %	3 %	4 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %

#4 L'option privilégiée s'agissant de la création monétaire

Question Selon vous, quelle est l'option à privilégier s'agissant de la création monétaire ?

	Ensemble	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
Elle doit être gérée par de multiples acteurs (Etat, collectivités, banques, etc.)	64 %	66 %	60 %
Elle doit être le monopole de l'Etat	33 %	32 %	36 %
Elle doit être le monopole de banques privées	3 %	2 %	4 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %

#5 Les attentes à l'égard de l'activité des entreprises

Question Selon vous, tout en assurant leur rentabilité, les grandes entreprises devraient en priorité consacrer leur activité à... ?

	Ensemble	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
Prendre davantage leurs responsabilités sociales et environnementales (protection de l'environnement, participer à résoudre des problèmes sociaux)	80 %	86 %	72 %
Se développer toujours plus, privilégier leur croissance	16 %	11 %	26 %
Augmenter leurs profits pour rémunérer leurs actionnaires	4 %	3 %	2 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %

#6 L'évolution souhaitée en matière d'habitat et d'urbanisme

Question Concernant l'habitat et l'urbanisme, quelle évolution aurait votre préférence ?

	Ensemble	Sympathisants parti socialiste	Sympathisants europe Ecologie- Les Verts	Sympathisants de droite
Mettre en place une organisation plus écologique des villes (développement des espaces verts, développement des transports collectifs, isolation des bâtiments...)	60 %	62 %	74 %	58 %
Freiner l'étalement urbain et limiter la trop grande concentration d'habitants	34 %	32 %	26 %	37 %
Maintenir l'organisation des villes telle qu'elle se fait actuellement (accueillir toujours plus d'habitants)	6 %	6 %	-	5 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %

#7 Le souhait à l'égard de la prise en compte des bulletins blancs lors des élections

Question A l'avenir, certains proposent que les bulletins blancs soient pris en compte dans les suffrages exprimés lors des élections, ce qui n'est pas le cas actuellement. A propos de cette proposition, diriez-vous que... ?

	Rappel Septembre 2000*	Ensemble
Ce serait bien, car cela permettrait de prendre en compte l'avis des personnes qui se déplacent pour voter, et éventuellement de réduire l'abstention	68 %	75 %
Ce ne serait pas bien, car les élections doivent servir à faire reconnaître un point de vue ou à élire un candidat, et la reconnaissance du vote blanc rendrait le fonctionnement de la démocratie encore plus difficile qu'aujourd'hui	28 %	25 %
Ne se prononcent pas	4 %	-
TOTAL	100 %	100 %

* Etude Ifop pour Le Journal du Dimanche, réalisée par téléphone du 7 au 8 septembre 2000, auprès d'un échantillon de 961 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Personnes âgées de 18 ans et plus.

#8 L'adhésion à une réforme de la fiscalité

Question Seriez-vous favorable ou pas favorable à une réforme de la fiscalité afin... ?

	Total favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	Total pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas du tout favorable	TOTAL
Qu'elle pèse davantage sur les activités qui nuisent à l'environnement, par exemple en épuisant les ressources naturelles	86 %	39 %	47 %	14 %	10 %	4 %	100 %
Qu'elle pèse davantage sur le capital	74 %	35 %	39 %	26 %	20 %	6 %	100 %
Qu'elle pèse davantage sur le travail	24 %	7 %	17 %	76 %	45 %	31 %	100 %

(R)évolutions : des propositions et des mesures concrètes pour une société écologique et humaine

- #1 agriculture**
- #2 énergie**
- #3 monnaies complémentaires**
- #4 industrie**
- #5 habitat et urbanisme**

#1 Pour une agriculture locale et biologique

- relocaliser la production alimentaire pour assurer à chaque territoire son autonomie
- viser une production pour moitié biologique et pour moitié intégrée en 2050
- réduire l'élevage de 60% et aller vers des élevages de qualité, moins gourmand en ressources et moins émetteur de CO₂

Des mesures concrètes

- Donner une place prépondérante à l'agroécologie dans les cursus de formation des jeunes agronomes et agriculteurs. Créer parallèlement des fermes-écoles qui dispensent un enseignement sous forme de compagnonnage.
- Réduire la surface minimale d'installation afin de permettre à de petites unités de production en agroécologie de se créer et de se multiplier
- Assouplir les normes sanitaires pour les productions locales
- Stimuler la réinstallation ou protéger les PME qui assurent la transformation alimentaire sur chaque territoire (séchoirs de graines, meuneries, huileries, abattoirs, fromageries, conserveries, cidreries, etc.)
- Encourager les réseaux de distribution locaux (marchés, magasins fermiers, AMAP, commerces de proximité)
- Augmenter les subventions agricoles à destination de l'agriculture biologique et de l'agriculture intégrée.
- Conditionner les aides à un effort de protection de l'environnement
- Appliquer le principe pollueur/payeur à l'agriculture : taxer le fuel agricole, augmenter le prix de l'eau d'irrigation...
- Augmenter la part d'alimentation biologique et locale obligatoire dans la restauration collective

Des choix à l'échelle individuelle

- Faire son jardin potager / cultiver en agroécologie
- Acheter des produits bio et locaux
- Adopter un régime alimentaire moins carné, dont 2/3 des protéines soient d'origine végétale et 1/3 d'origine animale

#2 Energie : vivre aussi bien en consommant moitié moins

Engager la France dans une profonde transition énergétique d'ici à 2050 :

- économiser massivement l'énergie (par la sobriété et l'efficacité énergétique) : réduire de 65% la demande en énergie primaire par rapport à 2010
- développer un bouquet d'énergies renouvelables (hydraulique, solaire, éolien, biomasse, géothermie...) qui représenteraient 91% de notre approvisionnement en 2050
- sortir des énergies fossiles et fissiles (pétrole, gaz, charbon, uranium) : entre 2030 et 2035 pour le nucléaire et vers 2050 pour les autres.

Des mesures concrètes

- Créer une haute autorité indépendante de l'énergie, du climat et de l'environnement, ayant pour mission d'aider les responsables politiques à préparer leurs décisions, d'en contrôler la mise en oeuvre et de sanctionner les manquements à l'application des mesures prises.
- Lancer un vaste programme d'isolation de l'ensemble du parc immobilier français
- Mettre en place une réglementation énergétique dans le bâtiment concernant avec la même rigueur et le même degré d'ambition la construction neuve et la rénovation des bâtiments existant
- Instaurer un instrument fiscal unique sous forme d'une Contribution sur l'Energie Primaire et les Externalités environnementales (CEPEX)
- Généraliser le principe du bonus-malus à tous les biens d'équipement générant une consommation d'énergie récurrente pour leur utilisation
- Lancer un vaste programme d'économie des ressources énergétiques et des matières premières non-renouvelables dans l'ensemble des secteurs industriels, notamment à travers la promotion des principes de réutilisation (type consigne), de réparabilité, de recyclabilité, dans une perspective de relocalisation de la production
- Assurer le développement des énergies renouvelables dont le caractère d'intérêt général doit être reconnu par la loi
- Favoriser l'installation de "compteurs intelligents" à fin de mieux connaître la consommation à l'échelle de son logement, de son entreprise, de sa commune, etc.

Des choix à l'échelle individuelle

- Isoler son logement
- Réduire sa consommation d'énergie
- Adopter un fournisseur d'énergies renouvelables

#3 Les Monnaies complémentaires pour donner du sens à l'économie

- Passer de la monoculture à la biodiversité monétaire afin d'augmenter la résilience de notre système économique.
- Libérer la création monétaire afin de redonner à la monnaie, de façon démocratique, son caractère premier : faciliter l'échange de richesses (réelles) de toutes natures.
- Limiter la spéculation mondiale, la dérégulation et les bulles financières.

Des mesures concrètes

- Abroger l'article 123 du traité de Lisbonne obligeant les états à emprunter exclusivement aux banques privées.
- Créer de nouveaux indicateurs de richesses prenant en compte les externalités des activités économiques ainsi que toutes les richesses non-financières produites par la société et relevant de l'intérêt général (parent au foyer, bénévolat, régénération des espaces naturels, aide sociale...)
- Créer une monnaie complémentaire nationale, destinée à valoriser et à rémunérer les activités relevant de l'intérêt général.
- Permettre le paiement des taxes, la rémunération des fonctionnaires dans cette monnaie complémentaire (exemple des monnaies de type C3)
- Autoriser la création monétaire à tout groupe de personnes ayant une communauté d'intérêts (Etats, collectivités, groupes d'entrepreneurs et de commerçants, associations...)
- Rendre ces monnaies "fondantes" pour empêcher leur thésaurisation et la spéculation.

Des choix à l'échelle individuelle

- Utiliser une monnaie complémentaire ou en créer une là où l'on vit.
- Choisir des placements respectueux de l'environnement et de la société.
- Sélectionner sa banque et ses assurances en fonction de leur politique écologique et sociale.

#4 Industrie

- Passer de l'économie verte (polluer moins) à l'économie bleue (ne plus polluer et régénérer la nature)
- Remplacer la compétition économique par la solidarité et la complémentarité entre les entreprises valorisant les ressources et savoir-faire locaux.

Des mesures concrètes

- refuser l'hyperspécialisation.
- rechercher les ressources nécessaires (emploi, matières premières) en priorité localement, dans un périmètre limité.
- rechercher les complémentarités avec d'autres activités économiques sur le territoire.
- adopter des modèles de production industrielle écologique et circulaire "zéro déchets"
- penser "long terme"

Des choix à l'échelle individuelle

- Mettre en place ces modèles si l'on est entrepreneur.
- Privilégier les produits de ces entreprises lorsque l'on fait ses achats.

#5 Habitat et urbanisme

- Repenser l'urbanisme à la lumière des deux impératifs que sont : la réduction des besoins en énergie non-renouvelables et la recherche d'un "mieux-vivre ensemble".
- Généraliser l'architecture écologique et l'efficacité énergétique des bâtiments
- Stopper l'étalement urbain et rééquilibrer les densités de population ville-campagne

Des mesures concrètes

- Créer dans chaque région une grille d'évaluation de la qualité environnementale des constructions, adaptée au territoire, qui définit les aides apportées par la collectivité à l'habitat neuf ou rénové.
- Favoriser la construction de petites unités à l'échelle humaine comptant environ cinq à quinze logements.
- Prévoir dans le plan d'urbanisme : un commerce, un équipement ou des services en rez-de-chaussée de chaque immeuble afin de favoriser la mixité fonctionnelle des bâtiments et la proximité d'un réseau de transports collectifs.
- Instaurer des critères dans l'obtention de permis de construire favorisant les projets collectifs, coopératifs, à haute performances énergétiques, à forte mixité sociale et inter-générationnels.
- Aménager dans les friches industrielles, portuaires, militaires, de vastes espaces de nature et des équipements de loisir.
- Engager un grand programme d'isolation des logements existants.
- Développer la mixité fonctionnelle et la mutualisation des bâtiments, dans le neuf, comme dans l'ancien.
- Instaurer sur les territoires une gouvernance décentralisée, "du bas vers le haut" qui implique toutes les parties prenantes. Faire fonctionner l'intelligence collective.

Des choix à l'échelle individuelle

- Avant de construire une maison individuelle, envisager l'idée d'une seule construction pour plusieurs logements avec d'autres porteurs de projets.
- Choisir un emplacement qui permette de profiter sans voiture des équipements publics (transports, mais aussi infrastructures sportives, culturelles etc.).
- Utiliser en priorité des matériaux locaux issus de ressources renouvelables

Retrouvez l'ensemble des propositions sur le site internet de Colibris :
www.colibris-lemouvement.org/comprendre/collection-domaine-du-possible/revolutions

En savoir plus sur la campagne "Tous Candidats" :
www.touscandidats2012.fr

Contact media

Céline Morel : celine@colibris-lemouvement.org
Nina Cravic : nina@colibris-lemouvement.org
01.42.15.51.17